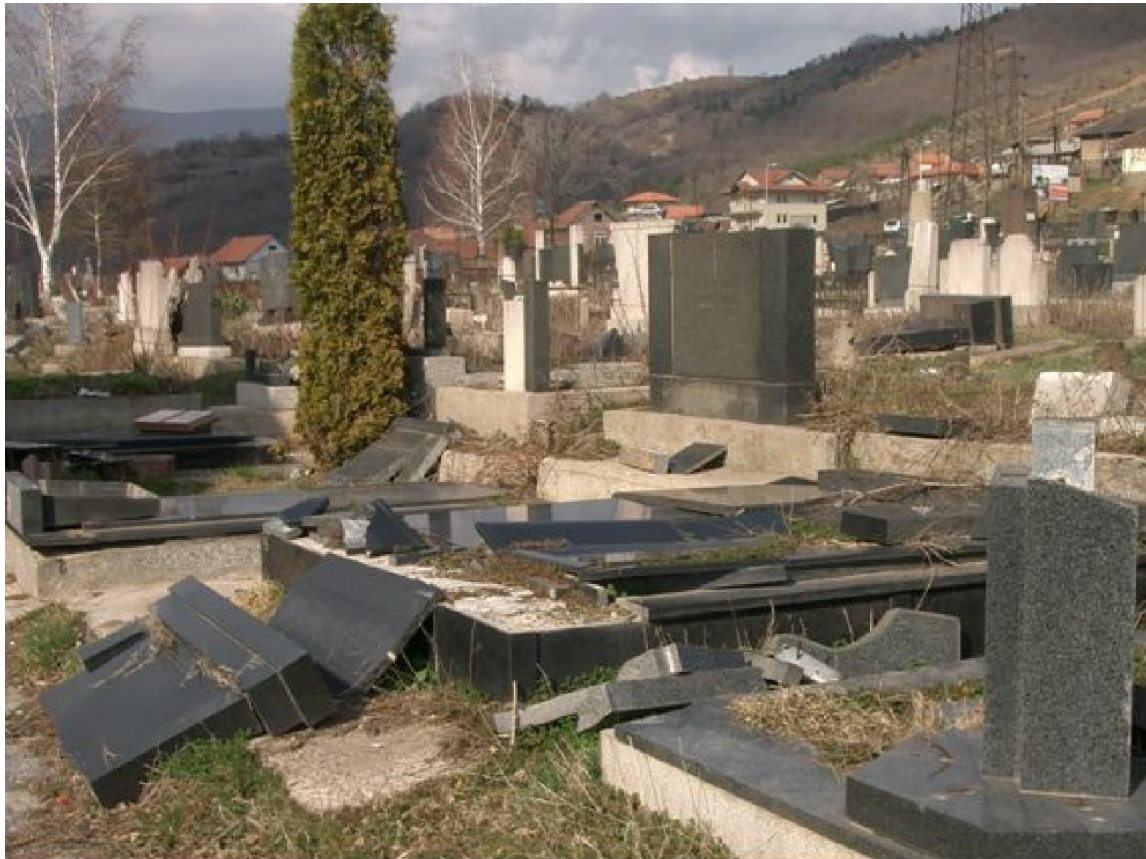


Des cartes postales

Bénédicte Tratnjek
Bénédicte Tratnjek

28 août 2011

Carte postale du cimetière serbe de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica (Kosovo)

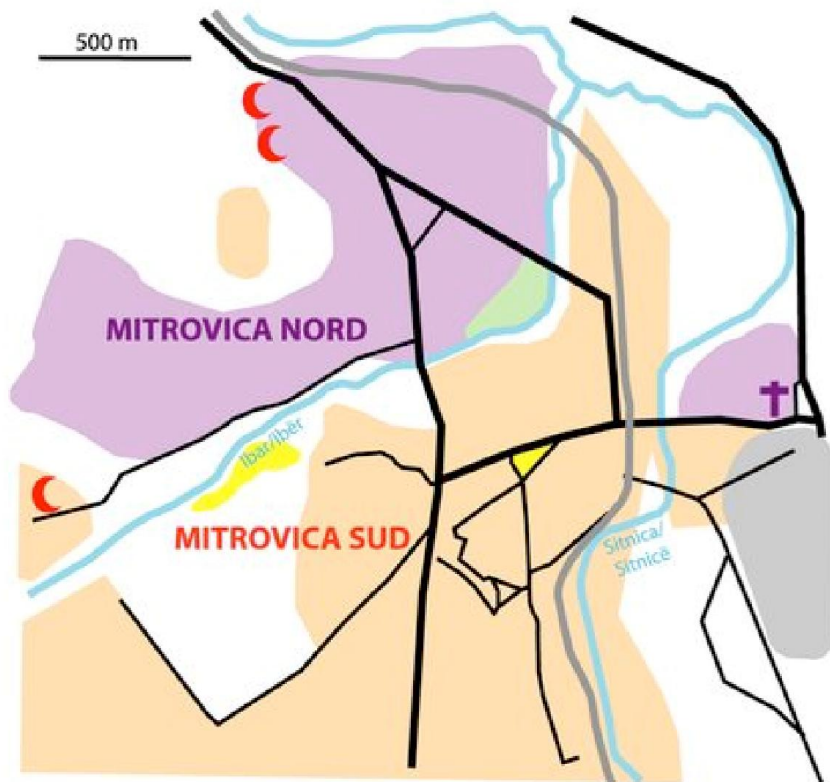


Source : Bénédicte Tratnjek, mars 2009.

Au premier plan de la photographie, apparaissent des tombes « cassées ». Très étonnant, de prime abord, pour un espace de la mort, les tombes au sol sont nombreuses lorsque l'on se promène dans ce cimetière. Abandon ou destruction ? A Mitrovicë/Kosovska Mitrovica [1], le doute n'est pas permis : la ruine relève, ici, de l'affrontement inter-communautaire qui a opposé les deux populations majoritaires de la ville depuis la période de répression serbe menée par Slobodan Milosevic dans les années 1990, fondée sur une dispute territoriale qui a trouvé son paroxysme lors de la guerre du Kosovo en 1999 [2]. La destruction du cimetière serbe a été orchestrée, ritualisée, et mise en visibilité. Elle s'est poursuivie par-delà le temps de la guerre : par exemple, une grande partie des tombes a été (re)détruite lors des pogroms des 17 et 18 mars 2004, menés contre le patrimoine serbe. Le paysage qui nous est donné à voir, sur cette photographie, relève de l'urbicide [3] : la ruine n'est pas le résultat d'une ligne de front « aléatoire » qui aurait pris place dans le cimetière, mais bien d'une logique de « violence choisie ». Or la proximité des populations et l'existence d'espaces de rencontres (même relatifs) sont des points essentiels de l'urbanité. La destruction des tombes et de l'église

orthodoxe dans le cimetière serbe du Sud de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica souligne l'appropriation de ce « quartier-territoire » [4] par les Albanais du fait de la mise en visibilité d'une « géographie de la peur » en orchestrant la destruction comme message à la fois du rejet de « l'Autre » et du rejet de l'urbanité comme productrice de proximités. Le paysage de ruines devient alors un vecteur de messages politiques extrémistes.

Avant la guerre du Kosovo, la présence du cimetière serbe témoignait d'une possible proximité des peuples du Kosovo dans une même ville : bien que les Serbes soient majoritairement installés dans le Nord de la ville et les Albanais dans le Sud, il existait de notables « poches de peuplement minoritaire » dans cette ville partagée par la ligne de fractures séparant les aires de peuplement des deux peuples majoritaires au Kosovo : les Serbes au Nord, les Albanais au Sud. C'était le cas autour du cimetière serbe de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica : la présence d'un espace de la mort communautaire avait permis l'existence d'un « micro-quartier » serbe au cœur du quartier albanais, au Sud de la rivière Ibër/Ibar [5], qui sert de ligne de fracture dans la ville entre les deux aires de peuplement. Le cimetière serbe constituait le pôle de cette « poche de peuplement minoritaire » qui symbolisait les porosités (certes modestes !) qui existaient dans la division (et non sa fragmentation) de la ville. Sa destruction ne vise pas seulement la mise en visibilité du rejet de « l'Autre », mais également le « nettoyage » dans le quartier homogénéisé de ces « poches minoritaires ». Le cimetière serbe est devenu un « lieu discursif » dans lequel la ruine est mise en scène, par les extrémistes albanais, pour signifier l'impossible entente des populations du Kosovo, mais aussi l'inacceptable -aux yeux de ces acteurs- « vivre ensemble », aussi relatif soit-il. Si l'esthétique de la ruine a passionné de nombreux écrivains ou peintres [6], elle témoigne ici de la violence des « nettoyages territoriaux » à l'oeuvre dans la ville.



**LES ESPACES DE LA MORT ET LES ESPACES DES VIVANTS EN 1998
AU COEUR DE LA DISPUTE TERRITORIALE A KOSOVSKA MITROVICA/MITROVICË**

1/ L'urbanisation de Mitrovica	2/ Les espaces des vivants	3/ Les espaces de la mort
Principaux axes routiers	Peuplement serbe	cimetière serbe
Axes routiers secondaires	Peuplement albanais	cimetière albanais
Chemin de fer	Peuplement rom et ashkali	
Rivière	Peuplement mixte	
Complexe industrialo-minier		

**Les cimetières dans la ville de Kosovska Mitrovica/Mitrovicë en 1998 :
des espaces de la mort au coeur des enjeux des espaces des vivants**
Source : conception et réalisation : Bénédicte Tratnjek.

Se promener dans le cimetière n'est pas neutre : on s'y montre davantage qu'on ne s'y recueille. A l'intérieur du cimetière, on fait des rencontres étonnantes, telles que, ce jour-là, celle d'une équipe de deux architectes italiens venus évaluer les besoins de la reconstruction du cimetière (notamment pour l'église orthodoxe située au centre du cimetière, dont l'intérieur et le toit ont été complètement anéantis, et dont ces architectes font des croquis minutieux depuis plusieurs semaines) afin d'établir un « devis ». Mais à qui proposer un tel projet ? Cette question n'est pas seulement financière, elle est avant tout politique et révèle des conflits fonciers qui existent dans l'ensemble de cette ville-symbole. A qui appartient ce cimetière ? A Mitrovicë l'albanaise ou à Kosovska Mitrovica la serbe ? L'auto-proclamation de l'indépendance du Kosovo par la majorité albanaise le 17 février 2008, a renforcé la fragmentation politique de la ville : au Sud, Mitrovicë reconnaît le gouvernement de Pristina (au Kosovo), tandis qu'au Nord, Kosovska Mitrovica reconnaît le gouvernement de Belgrade (en Serbie) comme souverain sur le Kosovo. Le processus de reconnaissance de

l'indépendance étant bloqué au niveau des Nations unies [7], les deux gouvernements peuvent être considérés comme légitimes selon l'acteur qui les considère. Une situation de géopolitique interne qui se retranscrit dans les conflictualités des territoires du quotidien. A Mitrovicë/Kosovska Mitrovica, la reconstruction du cimetière serbe pose de nombreuses questions sur la question du droit foncier. L'occupation du sol étant particulièrement contestée dans ce haut-lieu de l'identité serbe situé au coeur d'un espace géosymbolique de l'identité albanaise, aucun projet de rénovation n'a vu le jour jusqu'à présent. La question de l'appartenance et de l'appropriation de cet espace de la mort confronte deux géographies qui se heurtent dans la ville. En se promenant dans ce communautaire orthodoxe serbe, on ne croise pas... de Serbes du Kosovo. La géographie des morts et la géographie des vivants ne coïncident pas, les logiques de peuplement ayant totalement fait évoluer cette dernière, alors que les espaces de la mort sont figés. L'ancien micro-quartier serbe structuré par la présence du cimetière a disparu, et les habitations ont été réappropriées par des représentants des « petites minorités » du Kosovo [8]. Pour les Serbes regroupés au Nord de la rivière Ibër/Ibar, devenue une frontière vécue très marquée, il est devenu dangereux de se rendre dans le cimetière serbe, et la pratique du recueillement n'est pas suffisante pour créer de telles mobilités. Le cimetière, lui-même, est sous protection : dès lors qu'un visiteur « non identifié » s'y promène, il croise inévitablement des policiers en civil qui lui demandent, à la sortie du cimetière, le but de sa présence. Paysage en guerre construit par des acteurs usant de la destruction pour inscrire leur message politique aux yeux de tous, le cimetière est devenu un paysage de ruines qui ancre, dans l'imaginaire territorial et dans les pratiques spatiales, les conséquences de la guerre par-delà le temps des violences extrêmes et symbolise les défis actuels et futurs d'un Kosovo à l'équilibre encore bien fragile.

Bénédicte Tratnjek

[1] Il existe deux toponymes pour cette même ville, couramment appelée « Mitrovica » par les instances internationales : d'une part, Mitrovicë, le toponyme albanais écrit en alphabet latin ; d'autre part, Kosovska Mitrovica, le toponyme serbe écrit en alphabet cyrillique. Le cimetière serbe étant situé au Sud de la rivière Ibër/Ibar, dans le quartier albanais, il a été choisi dans cet article de mettre en premier le toponyme albanais, puis d'indiquer le toponyme serbe. Cela ne relève pas d'un parti pris pour l'une ou l'autre des deux populations (ou pour l'une des « petites minorités » du Kosovo), mais uniquement de la volonté de mettre en avant la localisation - problématique - du cimetière serbe dans la ville.

A noter qu'il existe également deux toponymes pour désigner le Kosovo : d'une part, le toponyme albanais : Kosovë ; d'autre part, le toponyme serbe : Kosovo-Metohija. On utilisera, dans l'ensemble du texte, seulement « Kosovo », selon l'emploi fait dans les textes de la communauté internationale, par souci de neutralité.

[2] En 1999, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) déclenche l'opération « Force alliée » contre le gouvernement et l'armée de Serbie, afin d'empêcher le plan de « nettoyage ethnique » contre les Albanais du Kosovo. Cette guerre est le paroxysme de la période de répression et de suppression des droits des Albanais du Kosovo, menée par le gouvernement du serbe Slobodan Milosevic. Le Kosovo est, alors, une province autonome de la Serbie. En levant l'état d'urgence sur le Kosovo au début des années 1990, Slobodan Milosevic supprime tous les droits des institutions du Kosovo, renvoie tous les fonctionnaires albanais, interdit la scolarisation en langue albanaise. Les Albanais du Kosovo se constituent alors en une société « parallèle » afin de résister à cette politique ségrégative et discriminatoire. Les tensions entre les deux communautés vont faire apparaître des groupes armés des deux côtés : les groupes paramilitaires serbes et les milices albanaïses (dont la

« célèbre » UCK - Armée de Libération du Kosovo) vont s'affronter. La ligne de fracture entre l'aire de peuplement majoritairement serbe dans le Nord du Kosovo, et l'aire de peuplement majoritairement albanais dans le centre et le Sud du Kosovo va s'ancrer dans l'imaginaire comme une « ligne de front », partageant deux territoires identitaires. Les populations albanaises du Nord et serbes du centre et du Sud du Kosovo vont se déplacer à l'intérieur du Kosovo (accentuant ainsi la forte homogénéisation des espaces de vie) ou se réfugier à l'extérieur du Kosovo. En 1998, les violences entre groupes armés serbes et armée de Serbie d'une part, et milices albanaises d'autre part, ainsi que les exactions commises contre la population civile, vont provoquer d'importants flux de réfugiés, à destination notamment de la Macédoine, du Monténégro (qui fait encore partie de la Serbie-Monténégro, n'ayant obtenu son indépendance qu'en 2006), de la Serbie centrale (au Nord du Kosovo), mais aussi de l'Europe occidentale (principalement en Suisse, en Allemagne, en France, et en Italie). Alertée, l'OTAN va donc déclencher une guerre aérienne pour stopper l'avancée des troupes de Serbie sur le Kosovo et les exactions commises contre la population albanaise. Au terme de quelques mois de guerre, l'OTAN obtient le retrait des troupes de Serbie de la province du Kosovo, et la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies instaure un protectorat international : le Kosovo est toujours un territoire appartenant à la Serbie, mais celle-ci en a perdu temporairement le contrôle et la souveraineté, aux mains de l'ONU. En 2000-2001, le Kosovo reste un territoire politique où les violences intercommunautaires sont très nombreuses, notamment dans la ville de Mitrovicë/Kosovska Mitrovica, devenue le centre de toutes les attentions médiatiques. La présence d'une force armée (KFOR) et d'une force policière (MINUK puis EUFOR) internationales au Kosovo va permettre de maintenir un certain « statu quo » entre les communautés, et un rétablissement de la paix dans le quotidien des populations. Mais, la situation reste fragile, tant que le « statut final » (comme le prévoyait la résolution 1244) n'est pas décidé. Les négociations -peu nombreuses- n'aboutissent à aucun accord entre les autorités serbes et les représentants de la communauté albanaise. Le 17 février 2008, la majorité albanaise (qui est majoritaire à l'échelle du Kosovo, mais minoritaire à l'échelle de la Serbie) auto-proclame l'indépendance du Kosovo, qui n'est pas reconnue par la Serbie. Deux « Etats » existent donc, pour l'heure, au Kosovo, dans la mesure où le processus de reconnaissance de l'indépendance reste bloqué au sein des Nations unies.

Pour aller plus loin sur le conflit du Kosovo, voir : Michel ROUX, 1999, *Le Kosovo. Dix clés pour comprendre*, La Découverte, coll. Sur le Vif, Paris, 127 p.

[3] Proposé par l'architecte et ancien maire de Belgrade Bogdan Bogdanovic, le néologisme « urbicide » a été formé à partir de « génocide » en remplaçant *genos* (« le peuple », « la nation ») par *urbi* (« la ville ») pour désigner le « meurtre ritualisé de la ville » (Bogdan Bogdanovic, 1993, « L'urbicide ritualisé », dans Véronique Nahoum-Grappe (dir.), 1993, *Vukovar, Sarajevo... La guerre en ex-Yougoslavie*, Esprit, pp. 33-37).

[4] L'expression, proposée par la géographe Elisabeth Dorier-Apprill dans l'ouvrage *Vies citadines* (voir le [compte-rendu de lecture](#) et le compte-rendu du Café géo « [Une nouvelle géographie des villes ?](#) »), est utilisée ici pour décrire la territorialisation par la violence par des groupes armés ou miliciens qui s'approprient un quartier, qu'ils bornent, auxquels ils attribuent une identité exclusive (en rejet de « l'Autre », que cette différenciation soit définie par des critères culturels -langues, ethnies, religions- ou politiques). L'expression traduit bien cette appartenance et cette appropriation des quartiers par un acteur et un groupe communautaire, qui s'appuient sur des processus de fragmentations politiques à l'intérieur de la ville. Le quartier devient, par la violence, à la fois un territoire politique et un territoire

socioculturel (linguistique, ethnique, religieux...) qui se construit en opposition aux autres espaces urbains.

[5] Dans la continuité de l'ordre toponymique proposé pour la ville, il s'agit ici du nom albanais et du nom serbe pour cette rivière, devenue célèbre pour « son » pont (voir Bénédicte Tratnjek, « [Des ponts entre les hommes : les paradoxes de géosymboles dans les villes en guerre](#) », *Cafés géographiques*, Vox geographi, 12 décembre 2009).

[6] Pour une démarche pédagogique sur la question, voir notamment « [L'esthétique des ruines](#) », *Textes et documents pour la classe (TDC)*, n°887, 1er janvier 2005.

[7] A l'heure actuelle, un tiers des Etats membres des Nations unies a reconnu cette indépendance, un tiers ne s'est pas prononcé, et un tiers s'est fortement opposé à toute reconnaissance (parmi lesquels, en plus de la Serbie, on dénombre la Chine, la Russie, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, le Venezuela...). Cette situation a créé un précédent juridique sur la scène internationale avec la co-existence de deux souverainetés (l'Etat de Serbie et l'Etat du Kosovo) pour un même territoire politique.

[8] Par « petites minorités », on entend tous les peuples vivant au Kosovo qui représentent (pour chacun d'entre eux) moins de 5 % de la population totale. Ces « petites minorités » sont très variées : Roms, Egyptiens, Ashkalis, Turcs, Bosniaques, Croates, Monténégrins, Gorans/Goranis (selon la transcription)...

Voir, par exemple, le compte-rendu de lecture de l'ouvrage de Jean-Arnault Dérens et de Laurent Geslin : [Voyage au pays des Goranis](#) pour appréhender la vie quotidienne de l'un de ces « petits peuples » du Kosovo.